

# Juncker contraint de gouverner vraiment

Des lacunes préparatoires aux négociations, dans lesquelles les mêmes propositions sont martelées, les syndicats OGBL, LCGB et CGFP ne voyaient plus l'intérêt d'assister à la réunion tripartite de ce jour.

À la sommation adressée par les syndicats aux organisations patronales de retirer leurs revendications, ces derniers ont opposé un refus catégorique. Hier, l'ultimatum ayant expiré, les syndicats ont communiqué au Premier ministre leur intention de ne pas participer à la réunion du comité de coordination tripartite prévue aujourd'hui. Jean-Claude Juncker avait annoncé mercredi que le gouvernement prendrait les mesures nécessaires.

De notre journaliste  
Jean Rhein

Dans un communiqué de presse, le Premier ministre Jean-Claude Juncker a exprimé hier le regret qu'il n'ait pas été possible de réunir les partenaires sociaux autour de la table tripartite. Il a fait savoir que les discussions bilatérales «qu'il a eues avec les représentants des syndicats et des organisations

patronales ont permis de dégager des pistes le long desquelles des réponses aux problèmes auxquels le pays est actuellement confronté, peuvent être formulées».

Mercredi, Jean-Claude Juncker avait indiqué, lors de sa réponse à une question parlementaire urgente, que «le gouvernement assumera ses responsabilités et prendra les décisions qui s'imposent dans l'intérêt du pays».

À l'issue de la réunion du Conseil de gouvernement, le Premier ministre informera la presse sur les décisions prises par le gouvernement.

Hier, les radios et les sites internet des organes de presse relayaient des rumeurs à propos de modulations de l'échelle mobile (indexation automatique des salaires), selon lesquelles pendant les trois prochaines années (c'est-à-dire jusqu'à la fin de la législature) une seule tranche indiciaire annuelle incomberait et que certaines mesures de compensation seraient mises en œuvre pour les personnes nécessiteuses.

Par ailleurs, les mêmes sources indiquaient que le gouvernement entendait maintenir le salaire social minimum en se refusant à geler sa progression.

Les contrats à durée déterminée

(CDD), pourtant considérés par le Premier ministre comme ne devant pas devenir la norme, bénéficieraient de davantage de flexibilité. Le ministre du Travail et de l'Emploi avait laissé entrevoir «une ouverture» à l'issue de la première rencontre de la plénière du comité de coordination tripartite, le 1<sup>er</sup> décembre dernier.

## La pierre d'achoppement

Ce qui avait suscité l'ire des syndicats, selon leur présentation dans une conférence de presse, le 12 décembre dernier, était le martèlement des revendications telles que la désindexation complète de l'économie luxembourgeoise préconisée par les organisations patronales.

## Les premières réactions

Le secrétariat général du Parti chrétien-social (CSV) a été l'un des premiers à réagir, hier. «Dans la "tripartite", tous doivent pouvoir participer au débat. À qui profite la politique de la chaise vide?», se demande le CSV.

Le communiqué rappelle la création de la tripartite, en 1977, en plein milieu d'une crise. Il déplore que les syndicats, en 2011, ne se voient plus dans cette tradition. Dans un ton polémique, le communiqué ajoute : «Les syndicats disent simplement qu'ils ne veulent plus rien dire, qu'ils ne veulent pas être présents lorsque l'avenir du pays se décide et lorsqu'il s'agit de produire les orientations importantes.»

«Pour le CSV, le comportement des syndicats est difficilement compréhensible.»

De son côté, le Parti démocratique a réagi également. «Le gouvernement a failli», notent les libéraux dans leur communiqué de presse. «L'échec de la tripartite s'installe déjà autour de l'ordre du jour.» Le DP estime que le modèle luxembourgeois a momentanément subi un échec, avec le refus des syndicats de participer à la réunion. Le gouvernement en est responsable en grande partie, affirme le DP, dans la mesure où les négociations auraient été mal préparées. «Croire qu'en 43 heures l'on puisse manipuler les partenaires sociaux, témoigne de la façon hasardeuse avec laquelle ce gouvernement CSV-LSAP traite les problèmes du pays», a constaté Claude Meisch, le président du DP.



Photo : archives lq / martine may

«Inutile de nous réunir si rien ne bouge», ont affirmé les syndicats, le 12 décembre dernier. Sur la photo : Michel Wurth, président de l'UEL (debout, au centre), Jean-Claude Reding, président de l'OGBL (assis).